

505 L H 59/16

9263-6

(1939)

A

Projet de traité à passer avec l'Administration de la Guerre  
pour la délivrance de cartes de circulation pendant la durée des  
Hostilités.

	C.D.	19.12.39	57	XI
(s)	C.A.	20.12.39	26	VII

Projet de traité à passer avec l'Administration de la Guerre pour la délivrance de cartes de circulation pendant la durée des hostilités

Extrait de la séance du Conseil d'Administration  
du 20 décembre 1939

-----

QU. VII - Questions diverses

(s) p. 26

a) Projets de traités à passer pour la  
délivrance de cartes et de facilités  
de circulation - Compte rendu de  
M. le Président.

Enfin, le Comité a, dans sa séance du 19 décembre, approuvé les bases d'un traité spécial passé, pour la durée des hostilités, avec l'Administration de la Guerre et qui tient compte des besoins spéciaux résultant de l'état de guerre.

Le Conseil prend acte de ce compte rendu.

19 décembre 1939

QUESTION XI - Projet de traité à passer avec l'Administration de la Guerre pour la délivrance de cartes de circulation pendant la durée des hostilités.

P.V. COURT

Sur le rapport de M. BOUFFANDEAU, le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises.

STENO p. 57

M. LE PRÉSIDENT - Je donne la parole à M. BOUFFANDEAU qui a bien voulu se charger d'examiner ce projet de traité.

M. BOUFFANDEAU - Vous avez approuvé, le 17 octobre dernier, un projet de traité aux termes duquel l'Administration de la Guerre pour la délivrance de facilités de circulation, qui comportait, à trois unités près, le maintien du nombre de cartes délivrées antérieurement à l'Administration de la Guerre et prévoyait le versement, en contrepartie, par cette dernière, d'une redevance annuelle de 500.000 fr. Le Ministère de la Guerre avait obtenu des conditions assez avantageuses : non seulement, en effet, nous accordions le quart du tarif commercial, conformément

aux dispositions du cahier des charges, mais nous consentions en outre, sur ce tarif réduit, une nouvelle réduction variable selon les catégories de bénéficiaires en fonction de l'importance des services rendus au chemin de fer. C'est ainsi que, pour la Gendarmerie et la Garde républicaine, le prix des cartes était calculé au quart du tarif militaire, si bien que, pour 703 cartes de cette catégorie, la redevance ne s'élevait qu'à 265.000 fr.

Mais le Ministère de la Guerre a estimé que ce traité, prévu pour le temps de paix, ne pouvait satisfaire aux besoins considérablement accrus par l'état de guerre et il a demandé d'augmenter le nombre des cartes pour la durée des hostilités.

Il vous est donc proposé de porter de 852 à 1041 le nombre des cartes à délivrer à l'Administration de la Guerre, soit une augmentation de 189 cartes. Ces 189 cartes doivent comprendre 39 cartes à parcours général pour les besoins du Commandement et des Inspections générales aux armées, et 77 cartes à parcours régional pour les besoins des services de liaison de l'Etat-Major et du personnel du système régulateur de communication. Enfin, une majoration de 8 % du nombre total des cartes (soit 73 cartes) est prévue pour éviter un avenant au cours de l'année 1940.

Cette augmentation intéresse l'ensemble des cartes et non telle ou telle catégorie particulière de bénéficiaires. Par ailleurs, d'après les renseignements qui m'ont été donnés, sur les 77 cartes à parcours régional, cinquante environ seront impersonnelles, alors que le projet de traité approuvé antérieurement ne comportait que des cartes nominatives.

La contrepartie financière s'avère intéressante, car la redevance payée par le Ministère de la Guerre passe de 500.000 fr à 817.000 fr, soit une ~~xxx~~ majoration de 317.000 fr pour une augmentation de 189 cartes. Dès lors que les 852

cartes précédemment délivrées ne nous rapportaient que 500.000 fr. la majoration envisagée est plus que proportionnelle. Elle a d'ailleurs été déterminée ~~soit~~ forfaitairement, tandis que les prix des cartes, prévues au traité antérieur, avaient été fixés en tenant compte des parcours, des tarifs en vigueur et des réductions à faire subir à ces derniers, suivant les catégories de bénéficiaires.

Dans l'ensemble donc, le nouveau traité qui vous est soumis est nettement plus avantageux que le précédent, encore qu'il prévoit la délivrance de cartes impersonnelles. Mais il convient de remarquer que ces cartes sont à parcours limité.

M. LE BESNERAIS. - Elles doivent être utilisées par les officiers de liaison du C.Q.G.

M. COY. - Le nombre et la qualité des bénéficiaires de ces cartes sont donc limités.

M. GRIMPET. - Il est bien entendu que cet avenant sera passé seulement pour la période de guerre.

M. LE BESNERAIS. - Oui, le traité que vous avez approuvé le 17 octobre dernier, et qui ne vaut que pour le temps de paix, serait passé néanmoins, mais il contiendrait un article suspendant son application pour le temps de guerre. De même le traité qui vous est soumis contiendra une disposition stipulant formellement qu'il ne vaut que pour la durée des hostilités.

M. LE PRESIDENT. - Nous approuvons les propositions qui nous sont soumises.

COMITÉ DE DIRECTION  
du 19 DEC. 1939 193

(Question N° XI)

Société Nationale  
des  
Chemins de fer français  
-----

16 décembre 1939

Le Directeur Général  
-----

Projet de traité à passer avec l'Administration de la Guerre pour la délivrance de cartes de circulation pendant la durée des hostilités.

-----

MM. les Membres du Comité de Direction nous ont précédemment autorisés à passer avec le Ministère de la Guerre un traité pour la délivrance de cartes de circulation, dans le cadre de l'article 29 de notre Cahier des charges.

Il a été entendu que 852 cartes seraient remises à la Guerre pour les besoins de l'Etat-Major, du Commandement et des services, dont 54 à parcours général et 798 à parcours limité. Après de laborieuses négociations terminées avant l'ouverture des hostilités, la contre-partie financière à verser à la S.N.C.F. a été fixée à la somme forfaitaire annuelle de 500.000 francs.

Les représentants du Ministère de la Guerre nous ont, par la suite, exposé que ce traité, prévu pour le temps de paix, ne pourrait satisfaire des besoins considérablement accrus par l'état de guerre, et ils ont manifesté le désir de conclure un traité spécial valable pour la durée des hostilités.

La demande actuelle comprend, outre les 852 cartes prévues pour le traité du temps de paix, un supplément de 39 cartes à parcours général pour les besoins du Commandement et des Inspections Générales aux armées, et 77 cartes à parcours régional pour les besoins des services de liaison de l'Etat-Major et du personnel du système régulateur de communication.

En outre, une majoration de 8 % du nombre total des cartes (soit 73 cartes) est prévue pour éviter un avenant au cours de l'année 1940.

.....

En définitive, le traité pour la période de guerre comprendrait 1.041 cartes, soit 189 de plus que le traité pour la période de paix. Il comporterait le paiement d'un forfait annuel de 817.000 frs. Le supplément de 317.000 frs tient largement compte de ce que les circonstances entraîneront une utilisation intensive des cartes nouvelles.

J'ai l'honneur de prier MM. les Membres du Comité de bien vouloir donner leur approbation à ces propositions.

Le Directeur Général,

LE BESNERAIS.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

---

Comité de Direction

---

Séance du 19 décembre 1939

---

XI - Projet de traité à passer avec  
l'Administration de la Guerre  
pour la délivrance de cartes  
de circulation pendant la durée  
des hostilités.

(  
Rapporteur :  
M. BOUFFANDEAU.